

## **La modernité ou la fin de la souveraineté nationale**

A tout propos, y compris à l'occasion, il y a peu, de la réouverture du musée consacré à l'œuvre de Pablo PICASSO, le chef de l'Etat, du moins ce qu'il en reste, et ses ministres, y compris le Premier, disent aux électeurs français dont près de 60 % boudent les urnes depuis un certain temps, qu'il faut que le pays se réforme car à ce seul prix est la conquête de la modernité.

Le génie de PICASSO n'est pas né en terre vierge ; sa capacité inventive, son énergie créatrice, sa production bouleversant la tradition sont nées d'une connaissance profonde et d'une pratique assidue de cette même tradition.

HOLLANDE n'est pas PICASSO ; et il est peu probable qu'il y ait de nos jours un quelconque homme politique, ici ou ailleurs, qui ait dans son domaine particulier, un génie équivalent à celui du peintre catalan. Toutefois, on ne peut nier que, peut-être par hasard, HOLLANDE s'immerge dans l'histoire en bassinant de réformes et de modernité, et à longueur de harangues, son électorat potentiel lequel par contre coup apparaît constitué de ringards, de frileux et de trouillards. Il est, dans sa conception de la vie économique, sociale, politique et morale revenu à la bonne vieille époque louis-philipparde, celle de François GUIZOT, en quoi il diffère peu de son prédécesseur.

En quoi consiste la modernité selon ces chefs d'état, leurs entourages et leurs pairs ?

En moins d'Etat.

Et, pour être plus en adéquation avec le tréfonds de l'idéologie libérale, en : « Plus du tout d'Etat-Nation ! » Alors, seulement, la loi de la jungle pourra régner sans partage ce qui d'un certain point de vue devrait plaire aux verts de toutes les nuances.

Comment atteindre cette idyllique disparition de l'Etat-Nation ? Par des réformes !

Mais quel genre de réformes, tudieu ?

Eh bien, du genre de celles qui sont en cours depuis l'ère MITTERRAND !

Une fois liquidé le gouvernement MAUROY, les dirigeants du PS se sont convertis officiellement au libéralisme au point d'aimer l'entreprise comme le proclame aujourd'hui Manuel VALLS. Pas de méprise, cependant ; l'entreprise qu'aime le Premier Ministre est celle du CAC 40, pas la PME qui ne peut délocaliser ni faire passer avant la maintenance sinon l'amélioration de son outil de travail, l'entassement de réserves financières destinées à la spéculation et le cas échéant (et il échoit souvent ...) à prêter de l'argent à l'Etat.

C'est alors que les fameuses réformes, ou mises au rebut, ont commencé : attaques contre les services publics, contre les retraites, contre la sécurité sociale, contre le Code du Travail, contre l'intervention de l'Etat dans la vie économique pour assurer l'intérêt général et celui des travailleurs. Certes, dans les phases de gouvernement soi-disant de gôdôche, il y a eu des saupoudrages eux aussi soi-disant sociaux comme la réduction du temps de travail hebdomadaire dans le secteur privé et sa ridicule, incomplète et hypocrite transcription dans le secteur public.

Au prix d'une arnaque, d'ailleurs ; car la RTT s'est accompagnée d'un gel des salaires qui sous des arguments divers et une chronologie chaotique a finalement été largement et jusqu'à présent pérennisé.

Dès l'ère MITTERRAND, avec ou sans cohabitation, la dépense de l'Etat a diminué en rognant sur les services publics au point que trente ans plus tard, aujourd'hui donc, l'économie réalisée correspond à 2 % de l'actuel PIB soit 40 milliards d'euros. Dans le même temps, l'Etat par toutes sortes de concessions fiscales faites aux grandes entreprises et aux familles les plus riches de France, a perdu en recette l'équivalent de 5 % de l'actuel PIB soit 100 milliards d'euros en trente ans ... Il faut immédiatement remarquer que :

1. cette différence entre les recettes et les dépenses, dans le cadre d'un budget qui cherche l'équilibre, pousse les gouvernements en place à recourir à l'emprunt dont il faudra rembourser le principal et, tant que ce ne sera pas fait, les intérêts : cela, qu'on appelle le service de la dette, autrement dit le poids de la dette, augmente les dépenses de l'Etat ;
2. si l'Etat doit rembourser la dette et en payer les intérêts, c'est autant de moins pour les services et pour les investissements publics.
3. les fournisseurs de l'emprunt sont ceux qui ont de l'argent et même beaucoup d'argent, par exemple les actionnaires des entreprises qui ont bénéficié des généreux cadeaux fiscaux de l'Etat ; ainsi l'argent dont l'Etat s'est privé en recette, lui revient sous forme de dette à rembourser à ceux-là mêmes qui l'ont privé de recettes !
4. c'est une excellente affaire, sinon pour le contribuable lambda qui doit assurer le remboursement de la dette et le paiement des intérêts, du moins pour les gros créanciers de l'Etat, qui prêtent à l'Etat l'argent de l'Etat et en reçoivent, en échange de cette étrange réciprocité, le paiement d'intérêts dont le taux a souvent été quasi usuraire.

On comprend que ces pauvres richissimes aient d'actifs *lobbies* à Paris, à Bruxelles et ailleurs pour contraindre le gouvernement français à faire encore des efforts en leur faveur.

Aujourd'hui, le gouvernement français est malmené par la commission de Bruxelles sous influence, et pas seulement sous celle de Madame le Chancelier d'Allemagne. Il faut que son déficit budgétaire n'excède pas 3% du PIB français. Donc il faut que l'Etat réduise encore ses dépenses (le candidat multicasquette SARKOZY annonce qu'il réduira de 30 % les effectifs de l'Education Nationale). Ou, pour que la pression des *lobbies* sur Bruxelles se fasse moins prégnante, que les cadeaux aux commanditaires des *lobbies* en question se poursuivent et se renouvellent sans fin ; par exemple que HOLLANDE et ses sbires pratiquent de bonnes amputations dans le droit du travail, travail dont chacun (ou presque !) s'accorde à dire et répéter qu'il coûte trop cher ...

Même si le B A BA de l'économie est de constater que sans travail aucune richesse n'est produite... Mais cette constatation ne relève évidemment pas de la modernité !

A l'occasion de ces gros yeux bruxellois faits au gouvernement français à propos de son projet de budget insuffisamment resserré selon l'idéologie libérale, les citoyens français touchent du doigt ce que ce contrôle signifie en matière de souveraineté et de démocratie.

Une démocratie se caractérise d'abord par la liberté des citoyens, directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants, de voter chaque année la loi de finance en fonction du projet de société qu'ils veulent réaliser. Pour le coup, le diktat de la bureaucratie installée à Bruxelles par l'Union Européenne, se fout de la démocratie : c'est évident comme le nez au milieu de la figure !

La souveraineté nationale qui s'exprime par la désignation au suffrage universel direct (l'Assemblée Nationale) ou indirect (le Sénat) du pouvoir législatif est tenue pour nulle et non avenue par ce contrôle obligatoire - et constitutionnel - de la bureaucratie européenne sur la représentation nationale.

La collusion entre les intérêts capitalistes et la construction de l'Union Européenne est elle aussi patente. Les Français le savaient bien qui en mai 2005 ont voté massivement NON au projet de traité constitutionnel de cette union.

Quand le vote démocratique est bafoué durablement, quand la souveraineté de la Nation, c'est-à-dire la souveraineté des citoyens établie depuis 1789 par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, est cyniquement et continument méprisée, quel espace reste-t-il à l'Homme et au Citoyen pour faire respecter ses droits et imposer aux usurpateurs et leurs complices sa volonté souveraine ?

Celui dont il s'est emparé en 1789 et 1792.